

Communiqué de presse

Corruption: publication de l'indice de perception de la corruption 2017

La Suisse fait bonne figure dans le classement de Transparency International

Berne, le 21 février 2018 – La Suisse est abonnée au peloton de tête de l'indice de perception de la corruption publié par Transparency International. Si elle perd certes un point par rapport à l'année précédente, elle gagne toutefois deux rangs, passant de la cinquième à la troisième place, ce qui ne veut pas dire pour autant qu'elle soit exempte de corruption. Cet indice mesure la perception de la corruption dans le secteur public à l'échelon mondial.

L'indice de perception de la corruption (ou Corruption Perceptions Index CPI) de Transparency International a été calculé pour 180 pays en 2017. La Nouvelle-Zélande vient à nouveau en tête, talonnée par le Danemark. La Somalie, le Soudan du Sud et la Syrie ferment la marche. L'Europe occidentale est la région qui obtient le meilleur résultat, tandis que l'Afrique subsaharienne, l'Europe de l'Est et l'Asie centrale sont les moins bien classées.

La Suisse figure depuis de nombreuses années dans le groupe de tête des pays, et 2017 ne fait pas exception: si elle obtient un nombre de points inférieur, passant de 86 à 85 points, elle améliore cependant légèrement son classement, et passe ainsi du cinquième au troisième rang, qu'elle partage avec la Finlande et la Norvège. Autrement dit, ce n'est pas par son mérite qu'elle progresse, mais en raison de l'évolution d'autres pays: par rapport à 2016, la Finlande et la Suède ont perdu davantage de points que la Suisse.

Martin Hilti, directeur de Transparency International Suisse, livre son analyse du classement de la Suisse:

«La place enviée que la Suisse occupe régulièrement sur le CPI est une bonne nouvelle, ce qui ne veut pas dire pour autant qu'elle soit exempte de corruption. En effet, des affaires de corruption éclatent régulièrement en Suisse, dans le domaine des marchés publics, par exemple. Signalons par ailleurs que le CPI ne mesure pas la corruption effective, mais seulement la perception de la corruption, et cela uniquement dans le secteur public. Il reste en revanche muet sur la perception de la corruption dans le secteur privé, qui présente précisément les risques les plus élevés en Suisse. Dès lors, la bonne place qu'occupe la Suisse dans le CPI ne veut pas dire que des entreprises helvétiques ne se rendent pas coupables d'actes de corruption à l'étranger.»

Le classement CPI 2017 et des informations complémentaires sur ce sujet peuvent être consultés sur le site www.transparency.ch et www.transparency.org.

###

Transparency International (TI) Suisse, la section suisse de Transparency International, prévient et combat la corruption en Suisse et dans les rapports commerciaux des entreprises suisses avec l'étranger. L'association collabore étroitement avec l'administration, le monde politique, le secteur privé, la société civile et les médias. TI Suisse est active dans les domaines de la sensibilisation et du plaidoyer, rédige des rapports et des instruments de travail, encourage l'échange et la formation au sein de certains groupes professionnels et prend position sur l'actualité.

Contact médias:

Berne

Martin Hilti, directeur

Transparency International Suisse

Tél.: +41 (0)31 382 35 50

Courriel: martin.hilti@transparency.ch